



Chambre des communes  
CANADA

# **Comité spécial sur la mission canadienne en Afghanistan**

---

AFGH • NUMÉRO 003 • 2<sup>e</sup> SESSION • 39<sup>e</sup> LÉGISLATURE

---

TÉMOIGNAGES

**Le mercredi 7 mai 2008**

—  
**Président**

**M. Pierre Lemieux**

Aussi disponible sur le site Web du Parlement du Canada à l'adresse suivante :

**<http://www.parl.gc.ca>**

## Comité spécial sur la mission canadienne en Afghanistan

Le mercredi 7 mai 2008

• (1840)

[Traduction]

**Le président (M. Pierre Lemieux (Glengarry—Prescott—Russell, PCC)):** La séance est ouverte. Collègues, je vous souhaite la bienvenue à la troisième séance du Comité spécial sur la mission canadienne en Afghanistan.

Aujourd'hui, nous accueillons Son Excellence Omar Samad, ambassadeur de la République islamique d'Afghanistan au Canada. Ambassadeur, c'est un grand honneur de vous compter parmi nous ce soir.

Premièrement, je vous félicite de la naissance récente de votre fils, qui n'a que sept semaines. Félicitations. Je sais, ambassadeur, que vous avez comparu devant le Comité permanent des affaires étrangères et du développement international le 4 décembre dernier. Je vous remercie beaucoup d'avoir accepté de comparaître ici également aujourd'hui.

Le Comité spécial sur la mission canadienne en Afghanistan a pour mandat, en partie, d'étudier tous les aspects de la mission canadienne en Afghanistan et, ce faisant, d'améliorer la communication concernant la mission canadienne au sein du Parlement, et particulièrement avec les Canadiens. Voilà pourquoi la séance de ce soir est publique. Comme nous sommes dans une salle équipée de la télévision, nos délibérations seront aussi télévisées.

Je crois savoir que vous avez environ une heure à nous consacrer, mais que vous pourriez rester un peu plus longtemps au besoin. Par conséquent, ambassadeur, je vous propose, ainsi qu'à mes collègues, de commencer par une déclaration liminaire d'une dizaine de minutes. Ensuite, nous aurons un premier tour de sept minutes suivi d'un deuxième de cinq minutes. Après, nous verrons car cela nous amènera à la fin de l'heure.

Sur ce, ambassadeur, je vous remercie encore une fois de votre présence et je vous cède la parole.

[Français]

**S.E. M. Omar Samad (ambassadeur de la République islamique de l'Afghanistan au Canada, Ambassade de la République islamique de l'Afghanistan):**

Merci, monsieur le président.

Honorables membres du Comité spécial sur la mission canadienne en Afghanistan, je voudrais tout d'abord vous remercier de cette invitation. Je voudrais aussi vous souhaiter bonne chance ainsi qu'une bonne récolte d'informations et d'avis divers. Cela vous aidera à mieux apprécier la situation en Afghanistan, afin de pouvoir informer vos collègues parlementaires et les Canadiens à propos de cette mission stratégique. Cela vous aidera également à prendre des décisions à propos d'un sujet d'importance historique pour votre pays ainsi que pour le mien.

[Traduction]

Je prendrai quelques minutes, monsieur le président, pour vous expliquer où nous en sommes aujourd'hui et où nous espérons être dans un avenir assez rapproché pour garantir que l'Afghanistan puisse se tenir debout et assumer ses principales responsabilités.

Je veux aussi exprimer la gratitude du gouvernement et du peuple afghans pour le soutien ininterrompu fourni depuis six ans par le Canada, de concert avec ses alliés et d'autres intervenants.

Comme l'a prouvé encore hier la triste nouvelle qu'un autre membre des Forces canadiennes était tombé au combat, la menace est réelle, et nous partageons la douleur des familles des soldats et de tous les Canadiens. Cela nous rappelle que les histoires de nos deux pays sont maintenant conjuguées, liées pour toujours par les valeurs concrétisées dans cette mission. D'où le devoir qui est le nôtre de ne pas échouer et de continuer à lutter pour obtenir les résultats auxquels nous aspirons le plus rapidement possible.

Selon ce qui a été réitéré dernièrement au sommet de l'OTAN tenu à Bucarest, et dans l'esprit de plusieurs résolutions des Nations Unies sur l'Afghanistan adoptées dans la foulée des attentats du 11 septembre, nous sommes déterminés à bâtir, et je cite:

un État stable, sécuritaire, prospère et démocratique, respectueux des droits humains et soustrait à la menace du terrorisme

car comme le reconnaît la communauté internationale,

la sécurité euro-atlantique et la sécurité internationale en général sont liées à la stabilité et à l'avenir de l'Afghanistan.

Le Canada est présent en Afghanistan à la requête du gouvernement de l'Afghanistan. Il a été mandaté par les Nations Unies pour empêcher les extrémistes et les terroristes de reprendre le contrôle de mon pays ou de l'utiliser comme base d'attentats contre d'autres États.

Grâce à ce partenariat, nous sommes en train de bâtir une jeune démocratie, certes confrontée à des défis inhérents, qui embrasse la liberté de presse et le respect des droits de la femme en faisant la promotion d'une société civile fonctionnelle.

Depuis 2002, près de cinq millions de réfugiés afghans sont rentrés au pays, et plus de six millions de garçons et de fillettes fréquentent les nouvelles écoles, un sommet sans précédent dans notre histoire. L'accès aux soins médicaux de base est largement répandu, et plus de 4 000 kilomètres de routes ont été pavés. Les efforts se poursuivent pour brancher l'Afghanistan à la fibre optique et implanter un réseau de communications pour la région et au-delà.

Le taux de croissance économique dépasse les 10 p. 100 pour la cinquième année consécutive. Conséquemment, les revenus sont plus élevés, mais cela demeure insuffisant compte tenu de la faiblesse de l'assiette fiscale.

Permettez-moi de souligner certains des défis auxquels nous sommes confrontés dans l'immédiat et de proposer un ensemble de solutions pour les relever grâce à une approche afghane appuyée par la communauté internationale.

Certaines de ces questions feront l'objet de discussions à la conférence de Paris qui aura lieu en juin prochain. À cette occasion, les pays donateurs et leurs interlocuteurs afghans feront le bilan du développement et de la reconstruction et, selon les résultats, proposeront une série d'actions dans le cadre de la stratégie de développement national qui guidera nos priorités et nos engagements futurs.

Sous l'impulsion du gouvernement afghan, nous sommes en train de mettre en oeuvre un processus de réconciliation politique qui permettra aux éléments satisfaits de renoncer à la violence et de réintégrer le giron constitutionnel. Cela dit, nous ne traitons pas avec les factions irréductibles qui sont déterminées à semer la terreur et la destruction, non plus qu'avec les entités étrangères qui les appuient.

Le terrorisme ou la violence perpétrés par les extrémistes ou les groupes criminels demeurent la principale préoccupation des Afghans, particulièrement dans le contexte des réalités régionales complexes et changeantes que l'on ne saurait ignorer. Il nous faut éradiquer cette insécurité à la source et s'attaquer à tous ses divers aspects au moyen d'une stratégie globale polyvalente appuyée par toutes les entités engagées dans la région.

Nous avons renforcé l'Armée nationale afghane et la Police nationale afghane, car ces organes sont le gage d'un avenir stable. Toutefois, la capacité opérationnelle de l'Armée nationale afghane a augmenté et nous devons nous concentrer davantage sur le mentorat et équiper convenablement les forces afghanes, de la même manière que nous améliorons la qualité de la formation et la capacité de la Police nationale afghane.

En dépit de certains ratés, nous croyons pouvoir assumer la responsabilité de la sécurité de Kaboul d'ici l'automne de cette année et, graduellement, celle des autres régions.

Compte tenu de la faiblesse systémique qui afflige nos institutions, il faut envisager des moyens pratiques de renforcer le leadership politique et les compétences des gestionnaires. Il faut aussi injecter davantage d'efficacité dans le processus décisionnel en rehaussant certains éléments de la gouvernance et des processus de développement qui sont déficients.

Afin de renforcer la gouvernance au niveau subnational, le gouvernement a mis sur pied une direction indépendante, responsable de la gouvernance locale, qui a accéléré la réforme de la magistrature. En outre, nous continuons de nous attaquer de front à la corruption dans le cadre d'une nouvelle stratégie. Il faudra du temps et une bonne dose de volonté politique pour que ces initiatives complexes débouchent sur de véritables progrès.

En ce qui concerne la lutte aux stupéfiants, nous visons à accroître le nombre de provinces ayant abandonné la culture du pavot et à réduire les champs de pavot d'au moins 25 p. 100 en 2008-2009. Comme vous le savez, l'éradication de la culture du pavot passe par une sécurité accrue, une meilleure gouvernance et, chose très importante, un programme global visant à aider les agriculteurs à se tourner vers d'autres cultures de subsistance. Tout en sachant que les talibans prélèvent une part des profits du commerce de la drogue et que les agriculteurs sont coincés entre la mafia associée aux talibans

et la volonté du gouvernement de les voir adopter d'autres cultures, nous devons aussi combattre le vaste réseau du commerce de la drogue qui, dans la région et au-delà, soutient la narco-économie en Afghanistan.

Aujourd'hui, les Afghans s'attendent à des changements tangibles. Parmi leurs aspirations de base, citons des routes carrossables, l'électricité, une eau salubre, des soins de santé ainsi qu'une administration relativement transparente et fonctionnelle. Cependant, la reconstruction a été une opération sous-financée. L'aide allouée depuis six ans représente un peu moins de 80 \$ par Afghan par année, comparativement à 275 \$ pour la Bosnie et 248 \$ pour le Timor oriental.

L'aide doit être à la hauteur des besoins afghans. Il faudrait que, de plus en plus, elle soit acheminée par des canaux afghans tenus de rendre des comptes. Comme l'a réitéré le nouvel envoyé spécial du secrétaire général des Nations Unies en Afghanistan, pour être efficace, l'aide exigera une étroite collaboration entre toutes les parties concernées. Nous saluons l'importance que l'on accorde à la réduction de la pauvreté et à la création de possibilités pour les Afghans.

Comme je l'ai répété à maintes reprises depuis mon entrée en fonctions ici, l'Afghanistan est un pays agricole ayant le potentiel de devenir une nation riche en ressources naturelles, mais à ce stade-ci, sans un effort concerté en matière de gestion de l'eau, de production d'électricité, de développement rural, allié à la construction d'infrastructures et à l'enrichissement du capital humain, il nous sera impossible d'assurer sa viabilité économique et de paver la voie à un développement sain.

C'est là un domaine où le Canada peut être fier de ses réalisations et prendre des engagements futurs. Votre pays a fort bien réussi à canaliser l'aide vers des cibles spécifiques. Peut-il améliorer le processus? Nous le pouvons tous. Je suis heureux de voir qu'une réévaluation des priorités du Canada est présentement en cours. Le Canada pourrait recentrer dans une certaine mesure sa mission en Afghanistan en délaissant quelque peu la sécurité pour le développement; toutefois, il faudra que tous les efforts soient coordonnés avec les autorités afghanes et les autres grands donateurs par l'entremise des Nations Unies. C'est uniquement de cette façon que l'aide pourra être dispensée avec efficacité et efficience tout en nous aidant à bâtir nos institutions et nos capacités. L'aide devrait aussi viser à accroître notre productivité et à créer des moyens de subsistance.

Il ne faut pas oublier que l'Afghanistan demeure l'un des pays les plus pauvres du monde et que deux décennies de guerre ont ravagé l'économie du pays et miné la société civile. Toutefois, comme le porte-parole de l'organisation humanitaire Oxfam l'a déclaré récemment: « Les Afghans font preuve d'une grande force; ils vivent avec dignité et sont fiers de leur culture. » J'ajouterais que les rêves et les aspirations d'une famille afghane ne sont pas différents de ceux de n'importe quelle autre famille ailleurs dans le monde.

Afin de formuler cette vision, je citerai de nouveau le document stratégique sur lequel se sont entendus les pays ayant participé au sommet de l'OTAN il y a quelques semaines:

... L'extrémisme et le terrorisme ne seront plus une menace à la stabilité; les forces de sécurité nationale afghanes seront aux commandes et autonomes; et le gouvernement afghan sera en mesure d'étendre la portée de la bonne gouvernance, de la reconstruction et du développement à l'échelle du pays, pour le plus grand bien de tous ses citoyens.

Merci. Je répondrai maintenant volontiers à vos questions.

•(1845)

**Le président:** Merci beaucoup, Votre Excellence.

Nous allons maintenant débiter le premier tour. Je commencerai avec les libéraux. Allez-y, monsieur Wilfert.

**L'hon. Bryon Wilfert (Richmond Hill, Lib.):** Je vais partager mon temps de parole avec M. Patry.

Merci, monsieur le président.

Merci, Excellence. C'est bon de vous voir, comme d'habitude, et je vous suis reconnaissant d'être venu ici ce soir.

À propos de la reconstruction, la Commission Manley a souligné la nécessité de mettre l'accent sur une reconstruction produisant des résultats immédiats et sur une meilleure coordination de la lutte contre les rebelles dans le contexte de cet effort. Mais on n'a pas semblé reconnaître le besoin d'accorder une attention politique aux conflits ou aux griefs qui entourent cette reconstruction.

L'Afghanistan est le premier bénéficiaire de l'aide canadienne. Vous avez évoqué le sous-financement généralisé des alliés en Afghanistan. De toute évidence, on s'inquiète au Canada du problème de la corruption, et il faut s'attaquer de front à ce fléau. Pourquoi donner de l'argent s'il ne semble y avoir aucune reddition de comptes? D'après les données de 2006, jusqu'à 45 p. 100 des ministères clés n'ont pas dépensé l'argent reçu.

Pourriez-vous aborder la question de la reconstruction? Et aussi nous dire ce que vous entendez par l'approbation des canaux afghans?

Monsieur le président, mon collègue pourrait-il poser sa question? Notre invité pourrait y répondre en même temps.

•(1850)

**Le président:** Allez-y, monsieur Patry.

**M. Bernard Patry (Pierrefonds—Dollard, Lib.):** Merci beaucoup, Excellence.

Il y a six mois, en décembre dernier, vous avez comparu devant le Comité des affaires étrangères et du développement international. Vous aviez évoqué trois sondages révélateurs: les Afghans étaient optimistes au sujet de leur avenir; à ce moment-là, ils étaient moins optimistes que l'année précédente et ils étaient frustrés de la lenteur de la reconstruction. Pouvez-vous nous dire quel est le sentiment de la population maintenant?

Deuxièmement, je sais que le gouvernement central d'Afghanistan a institué un comité national de la réconciliation, de la paix et de la stabilité. Cette réconciliation est-elle en cours présentement? Je voudrais savoir si vous avez déjà des pourparlers avec les talibans. De façon générale, cette réconciliation se fait-elle sentir dans le pays?

Merci.

**Le président:** Allez-y, je vous prie, monsieur l'ambassadeur.

**S.E. M. Omar Samad:** Permettez-moi de commencer par les premières questions, qui portaient sur la corruption, la reddition de comptes, les canaux afghans et le processus politique, si je ne m'abuse.

Comme je l'ai dit, comme dans bien d'autres pays dans le monde, nous avons un problème de corruption. L'Afghanistan ne fait pas exception. Notre objectif principal est, et devrait être, de juguler la corruption aux plus hauts échelons du gouvernement, celle qui implique des gens en position d'influence et d'autorité qui abusent du système pour s'enrichir ou pour en tirer des avantages personnels, ou pour quelque motivation que ce soit.

Sous l'égide de la Cour suprême afghane, qui a été reconstituée l'an dernier avec à sa tête un juge afghan émérite, réputé et crédible, nous avons élaboré une stratégie de lutte contre la corruption. Diverses institutions en Afghanistan ont pour mandat de lutter contre la corruption. Encouragés par le président lui-même, tous les acteurs du gouvernement prennent ce problème très au sérieux.

Je sais qu'il en est souvent question dans les médias. On évoque les difficultés liées à l'aide, les sommes consacrées à l'aide, l'aide versée à l'Afghanistan. Je peux vous assurer d'une chose: dans une très grande mesure — de 70 à 80 p. 100 —, l'argent que votre pays et d'autres investissent en Afghanistan chemine à l'extérieur des canaux du gouvernement afghan. Par conséquent, s'il existe un problème, il existe en partie à l'extérieur des structures que contrôle le gouvernement afghan. L'argent passe par l'entremise des ONG, des organisations multilatérales, et même d'entreprises, d'entrepreneurs et de conseillers. Ce sont là des personnes qui sont toutes parties prenantes au processus, d'une façon ou d'une autre. Tous ces intervenants devraient être tenus de rendre des comptes. Certes, le gouvernement afghan doit exiger une reddition de comptes de leur part, mais je pense que les pays donateurs doivent aussi insister là-dessus.

Le reste de l'argent, les ressources remises au gouvernement afghan sont soumis à des contrôles stricts, supervisés par la communauté internationale par le truchement des fiducies qui ont été établies. Il s'agit de la fiducie pour la reconstruction de l'Afghanistan, le plus important mécanisme et canal d'acheminement de l'argent, de la fiducie d'exécution de la loi ou de la fiducie de lutte contre le trafic des stupéfiants. Elles sont toutes sous la supervision de la Banque mondiale, du Fonds monétaire international, de la Banque asiatique de développement, etc. Par conséquent, cette idée que votre argent se retrouve dans les poches des fonctionnaires du gouvernement afghan ne correspond pas vraiment à la réalité en Afghanistan. Il y a d'autres types de ressources qui peuvent se retrouver dans les poches des gens, mais je peux vous donner l'assurance qu'il n'y a jusqu'ici aucune preuve que c'est ce qui arrive à l'argent des contribuables canadiens.

C'est une partie du problème.

J'ai mentionné les canaux afghans. Il existe des canaux afghans, des mesures strictes mises en place par le ministère afghan des Finances. Celui-ci travaille de concert avec la Banque mondiale, le FMI, la BDA et d'autres institutions, y compris vos organismes et organisations d'aide et leurs représentants en Afghanistan, pour garantir que les ressources sont utilisées à bon escient.

Je vais maintenant tenter de répondre à l'autre série de questions. On m'a demandé quel était le sentiment de l'opinion publique aujourd'hui en Afghanistan. Le peuple afghan — et je généralise, bien sûr —, demeure plein d'espoir et d'optimisme. Il continue aussi d'être préoccupé et frustré par l'absence de progrès dans certains domaines ou par la lenteur des progrès dans d'autres.

• (1855)

L'opinion est partagée: globalement, on considère que la situation est positive à certains égards, et moins positive à d'autres. Par conséquent, les Afghans ont des sentiments partagés. Une chose a changé depuis les propos que j'ai tenus lors de ma dernière comparution et que vous avez cités: les inquiétudes liées aux problèmes de sécurité auxquels nous sommes confrontés sont aujourd'hui plus vives qu'il y a six mois.

Oui, le peuple afghan est préoccupé, inquiet et frustré par la fragilité des institutions, la faible capacité, les problèmes de corruption, l'influence débilante du trafic des stupéfiants sur nos systèmes. Tout cela est une source de frustration, mais je pense qu'ils voient aussi l'Afghanistan dans un contexte plus large. C'est un pays qui a fait des progrès dans certains domaines depuis six ans et qui doit continuer à avancer.

Ils ne blâment aucune partie en particulier pour le peu de progrès réalisés dans certains secteurs. Ce n'est pas simplement la faute du gouvernement afghan, des pays donateurs ou des pays qui ont des troupes sur le terrain. Si l'on considère la situation dans son ensemble, si l'on met les choses en perspective, on constate que le blâme peut être réparti entre tous les acteurs, y compris les organisations multilatérales et les ONG.

**Le président:** Monsieur l'ambassadeur, merci beaucoup.

Je suis désolé d'interrompre votre réponse, mais je dois donner la parole à d'autres intervenants. Je vais maintenant passer à Mme Barbot.

[Français]

**Mme Vivian Barbot (Papineau, BQ):** Merci, monsieur le président.

Bonjour, monsieur l'ambassadeur. Votre Excellence, je vous remercie d'être ici aujourd'hui.

Vous avez déjà comparu plusieurs fois devant le Comité permanent des affaires étrangères et du développement international, et je suis heureuse d'avoir l'occasion de parler un peu plus à fond de votre compréhension de la situation de l'Afghanistan.

Je vais vous parler de quelque chose dont on ne parle pas souvent. Dans les rapports que nous avons eus, très peu de fois a-t-on parlé du peuple afghan. On parle de façon générale. Cet après-midi, je suis allée voir une exposition de photos et une présentation de documents par Oxfam, qui a un projet-pilote dans plusieurs régions, évidemment en dehors de Kandahar. Il s'attaque directement à la question de la pauvreté. Quand on parle de donner aux femmes et aux enfants la possibilité d'aller à l'école, je pense que c'est vraiment de ce peuple qu'on parle. Ce que j'ai trouvé intéressant dans ce qu'Oxfam disait, c'est que cet organisme travaille en tenant compte de la capacité des gens de sortir de leur situation. Il leur donne les moyens, en travaillant avec eux, de découvrir qui ils sont et de voir leur propres ressources pour aller plus loin.

Ce discours, on ne l'entend pas beaucoup dans les sphères qui nous concernent. J'aimerais savoir, au-delà de programmes généraux et généreux pour bâtir des écoles, etc., ce qu'il en est du peuple afghan et des plus pauvres de la population? Des mesures spéciales sont-elles prises à leur égard? À mon avis, on aura beau parler de sécurité, si on ne travaille pas avec le peuple à faire en sorte qu'il acquière de nouvelles compétences et qu'il développe celles qu'il a, il va toujours y avoir ce hiatus entre ce que font ceux du haut et qui voient les choses d'une manière globale et la véritable population.

Par ailleurs, en ce qui concerne le focus mis sur la sécurité, un des reproches qu'on a justement faits à la mission canadienne, c'est que

cette partie se faisait au détriment des programmes humanitaires destinés au peuple. J'aimerais vous entendre à ce sujet. Selon vous, quel est l'impact de l'aide internationale pour le gouvernement afghan et pour les plus pauvres parmi les afghans.

• (1900)

[Traduction]

**Le président:** Allez-y, monsieur l'ambassadeur.

[Français]

**S.E. M. Omar Samad:**

Merci beaucoup.

Vous avez tout à fait raison: les Afghans, qu'ils soient pauvres ou moins pauvres, sont le centre de nos projets d'avenir et le but de notre travail. Qu'il s'agisse du gouvernement afghan ou de la communauté internationale, tout ce qui se fait en ce moment fait partie d'une stratégie pour combattre la pauvreté. Comme je vous l'ai dit déjà, il va y avoir dans quelques jours à Paris une conférence internationale à laquelle vont participer 60 pays. Les organisations internationales, les Nations Unies notamment, vont y aborder cette question et vont essayer de trouver des solutions pour améliorer le sort du peuple et des pauvres en Afghanistan.

La Stratégie de développement national que nous allons présenter à Paris est intitulée « Combattre la pauvreté en Afghanistan ». Ça fait partie de la stratégie que nous allons adopter. Bien sûr, celle-ci met à contribution plusieurs secteurs politiques, économiques et sociaux. N'importe qui peut y aller, je crois, et voir les détails très précis de ce qui est prévu par le gouvernement afghan et la communauté internationale en vue d'améliorer le sort des pauvres en Afghanistan. C'est un pays où 95 p. 100 de la population est pauvre. Ce sont ces gens que nous devons aider et garder à l'esprit. La communauté internationale est d'accord pour combattre avec nous la pauvreté en Afghanistan. Nous avons donc des buts très précis, en vertu de ce document. En outre, ne l'oublions pas, il faut atteindre les Objectifs du Millénaire pour le développement.

Je crois qu'une combinaison de tous ces facteurs va mener à une amélioration du sort des pauvres en Afghanistan. Le président est en contact tous les jours avec divers secteurs de la population. Ceux qui ont travaillé à la Stratégie de développement national se sont rendus dans tous les villages de l'Afghanistan et ont parlé aux gens de toutes les communautés afghanes, même dans des régions très dangereuses de ce pays, pour recueillir leurs commentaires.

Nous avons maintenant en Afghanistan des médias très forts qui reflètent l'opinion du peuple afghan. Ils sont parfois très sévères et critiquent le gouvernement à plusieurs égards. Nous avons aussi un Parlement à l'intérieur duquel des gens veulent aider les pauvres. Nous avons environ 260 députés, et de temps en temps, j'écoute ce qu'ils disent. D'ici, je peux voir, au moyen de la télévision par satellite, ce qui se passe à l'intérieur du Parlement et constater qu'ils discutent du sort des Afghans ordinaires et des pauvres. Beaucoup de choses se passent, mais ça ne veut pas dire que nous allons tout accomplir en quelques années. Ça va prendre beaucoup de temps.

• (1905)

[Traduction]

**Le président:** Merci beaucoup, monsieur l'ambassadeur.

Nous allons maintenant passer à Mme McDonough.

**Mme Alexa McDonough (Halifax, NPD):** Merci beaucoup, monsieur le président.

Votre Excellence, je vous remercie d'être venu rencontrer les membres du comité. J'avoue que je suis beaucoup plus optimiste au sujet d'un certain nombre de choses qui semblent se préciser. Je voudrais aborder brièvement certaines questions soulevées dans une excellente étude. Quelqu'un a déjà mentionné l'étude « Unheard Voices » effectuée par un certain nombre d'ONG, avec l'appui de l'ONU et de l'ACDI. Nous devrions en tenir compte. C'est un véritable appel à l'aide. L'étude renferme un ensemble de recommandations qui nous font comprendre une chose: que si nous ne modifions pas radicalement certaines de nos approches, nous verrons une intensification de l'instabilité, de l'injustice et de l'insécurité. Je voudrais savoir si vous avez pris connaissance de cette étude, qui vient d'être publiée.

En fait, cet après-midi, nous avons pu voir une magnifique exposition de photos qui nous livrent un portrait de la réalité par le biais des visages et des voix des gens les plus démunis et les plus marginalisés d'Afghanistan. Êtes-vous au courant de l'existence de cette étude et de ses recommandations?

**S.E. M. Omar Samad:** Vous voulez parler de l'étude d'Oxfam?

**Mme Alexa McDonough:** Oui.

**S.E. M. Omar Samad:** Oui, j'en ai lu un résumé.

**Mme Alexa McDonough:** Je ne parle pas de l'étude d'Oxfam signée par Matt Waldman, mais d'une étude plus récente qui vient tout juste de paraître.

**S.E. M. Omar Samad:** Non, je n'ai pas lu celle-là.

**Mme Alexa McDonough:** D'accord. Sans vouloir vous mettre dans une position désavantageuse, je voudrais très brièvement faire référence à une ou deux éléments qui, à mon avis, sont particulièrement frappants. Premièrement, on se demande sérieusement si l'on consacre suffisamment d'efforts à la crise humanitaire. Cette crise comporte de nombreuses composantes: la pénurie de nourriture, des soins de santé déficients et, dans bien des cas, une marginalisation complète des démunis. Le rapport Manley avait souligné certaines de ces préoccupations, particulièrement l'absence totale de coordination.

Vous avez fait valoir — et nous en convenons — qu'il est extrêmement important que la contribution du Canada serve à renforcer l'État, car c'est un élément nécessaire à l'instauration d'un climat de confiance. Et pourtant, les deux tiers de l'aide des pays étrangers ne passent pas par le gouvernement afghan. Si je ne m'abuse, la presque totalité de l'aide américaine court-circuite le gouvernement afghan, ce qui en rend la coordination impossible.

Ma question est la suivante: êtes-vous convaincu que l'on se concentre suffisamment sur le sort des plus démunis, des plus marginalisés, qui deviennent alors des recrues faciles pour le mouvement des insurgés, particulièrement dans le Sud.

Deuxièmement, les auteurs de l'étude se demandent si l'on fait suffisamment d'efforts pour collaborer avec les Afghans sur le terrain en vue d'améliorer la production agricole. Ainsi, on pourrait éviter le cycle infini de l'aide extérieure et contribuer réellement à bâtir le secteur agricole.

Je vous demanderais de bien vouloir commenter ces deux aspects particuliers.

**S.E. M. Omar Samad:** Comme je n'ai pas encore lu le rapport — j'ai pris connaissance de tous les autres rapports publiés au cours des

derniers mois, et il y en a eu plusieurs —, je reconnais volontiers que nous avons du mal à fournir aux Afghans démunis les denrées de base dont ils ont besoin pour survivre. Pour aggraver le problème, depuis un an ou deux, l'Afghanistan a connu des hivers très rigoureux qui ont fait de nombreux morts et incité une partie de la population à se relocaliser.

Comme bien d'autres pays dans le monde, nous avons aussi été frappés de plein fouet par l'augmentation phénoménale du prix des aliments attribuable aux conditions qui existent sur les marchés mondiaux. Il y a eu une flambée des prix des produits de base au cours des derniers mois. Nous nous efforçons sans relâche d'obtenir de l'aide de l'extérieur. Nous faisons présentement l'acquisition de denrées alimentaires d'une valeur de plusieurs millions de dollars pour contrer la hausse des prix. Des pays comme le Canada ont déjà contribué. De plus, une aide de plusieurs millions de dollars a été promise à l'Afghanistan et est en voie d'y être acheminée de multiples façons. Nous espérons que cette crise alimentaire, caractérisée par le manque de farine, de sucre, de thé et de riz — soit les éléments essentiels de l'alimentation du peuple afghan — qui touche directement les Afghans, sera résolue sous peu. Le gouvernement afghan ainsi que ses alliés et voisins, dont la situation est moins critique, déploient des efforts concertés pour nous fournir des denrées alimentaires.

Dans l'ensemble, il existe en Afghanistan des éléments qui sont marginalisés au plan économique, ou qui ont le sentiment de l'être, et il se peut fort bien que ce soit des recrues faciles pour les insurgés et d'autres groupes. C'est là un aspect du conflit armé que nous vivons. Les sans-emploi ou les personnes qui pourraient travailler, mais à un prix des plus dérisoires, sont des cibles pour les gens qui leur offrent trois, quatre ou cinq fois plus d'argent pour se joindre à eux. Ils acceptent parce qu'ils sont dans une situation calamiteuse.

Il y a aussi les paysans qui sont et qui continuent d'être associés ou affiliés au trafic de la drogue. Comme je l'ai mentionné dans mon exposé, les paysans sont coincés de toutes parts. Un type arrive, qui leur dit: « Je vais vous prêter de l'argent et vous allez cultiver du pavot; si vous refusez, je vais incendier votre maison et kidnapper vos enfants. » Et ces menaces leur sont faites à la pointe du fusil. C'est ainsi qu'ils deviennent les otages de ce prêteur affilié à la mafia. Le paysan lui donne sa récolte, et c'est ainsi que s'amorce le cycle de sa dépendance envers la mafia pour survivre. La prochaine étape est la suivante: vous allez me donner votre récolte en contrepartie d'un pourcentage, et ce pourcentage, bien entendu, est insignifiant.

• (1910)

Arrive ensuite le gouvernement, qui annonce son intention d'éradiquer la culture du pavot en pulvérisant les champs ou en menant la vie dure aux paysans. Parfois, nous leur proposons des solutions. Nous avons des solutions de rechange pour eux. Nous leur suggérons de se tourner vers d'autres cultures et de subvenir autrement à leurs besoins. En général, cela débouche aussi sur leur marginalisation. Si vous prenez le temps d'étudier la Stratégie nationale de développement de l'Afghanistan, vous verrez qu'on y énumère tous les piliers qu'il faut réunir. La collaboration entre chacun d'eux est nécessaire pour créer une économie viable, capable de régler certains des problèmes que vous avez soulevés.

**Le président:** Merci beaucoup, monsieur l'ambassadeur.

Nous passons à M. Hawn.

**M. Laurie Hawn (Edmonton-Centre, PCC):** Merci, monsieur le président.

Je vais partager mon temps de parole, si vous le voulez bien, avec Mlle Boucher.

Monsieur l'ambassadeur, je vous remercie d'être venu.

Premièrement, je pense qu'il est fort à propos que votre fils nouveau-né s'appelle Arman qui signifie « espoir » car à propos de votre pays, c'est l'espoir qui nous anime.

Vous avez mentionné votre volonté de vous attaquer à la source de l'insécurité. À votre avis, quelles sont les principales causes de cette insécurité qui alimente tous les autres problèmes?

• (1915)

**S.E. M. Omar Samad:** Les sources d'insécurité sont multiples en Afghanistan. J'en ai mentionné une: l'emprise des trafiquants de drogue. Nous constatons une forte corrélation entre le commerce des stupéfiants et le conflit armé, le soulèvement, qui comprend diverses composantes.

Vous avez, fondamentalement, des chefs et leurs fidèles qui sont motivés par un objectif politique ou stratégique. Ils mettent en place ces éléments pour s'en servir dans la réalisation de leurs objectifs stratégiques, que ce soit par des moyens économiques, par des pressions sociales ou par des affiliations tribales, etc.

Mais les maîtres d'oeuvre de ce soulèvement armé agissent, comme je l'ai dit, pour des motifs politiques ou géopolitiques. Leur premier objectif est de faire un retour en Afghanistan. Essentiellement, ils veulent imposer le règne des talibans en Afghanistan. Selon eux, c'est la meilleure formule pour le pays. Ce régime a été rejeté par une majorité écrasante d'Afghans et n'est pas acceptable. Leur deuxième objectif est d'être un vecteur pour certains de leurs associés qui, à l'échelle planétaire, veulent exporter le terrorisme, se servir du terrorisme en tant qu'instrument politique. Il y a aussi ceux qui sont motivés par l'intérêt financier, qui essaient de s'enrichir en s'associant aux éléments les plus violents.

Entrent aussi dans l'équation des groupes locaux qui, pour une raison ou une autre, sont mécontents de la gouvernance ou qui jugent qu'ils ne font pas suffisamment d'argent. Leur action s'inscrit dans des rivalités qui existent dans certains cas depuis très longtemps. Ils prennent donc position pour un camp ou un autre et créent une instabilité pour des raisons qui leur sont propres.

Devant ce portrait, vous comprendrez — et j'en parlerai maintenant puisque je n'ai pas eu le temps d'aborder la question de la réconciliation —, qu'il y a certaines personnes ou certains éléments avec lesquels le gouvernement peut établir des contacts, ce qu'il fait. C'est la première étape. Ensuite, il pourra passer aux étapes subséquentes, soit engager un dialogue et parvenir, si possible, à une compréhension mutuelle. Cela dit, il y a certaines factions qui ont des allégeances étrangères ou des liens avec des groupes terroristes, ou encore qui sont mus par des motivations politiques, avec lesquels nous savons, pour des raisons évidentes, qu'il sera impossible d'en arriver à un compromis, même si nous essayons.

Il faut aussi régler la question suivante: qui rendra des comptes pour tous les assassinats qui ont été commis? Qui rendra des comptes pour le sang qui a été versé en Afghanistan non seulement depuis six ou sept ans, mais depuis les 10 ou 15 dernières années? En ce qui concerne ces groupes d'opposition armés, qui rendra des comptes?

Par conséquent, nous devons mettre tout cela en perspective. Nous avons ouvert la porte à un règlement de la question de l'insécurité,

dans certaines de ses dimensions, en négociant avec les éléments qui, à notre avis, sont prêts à accepter une certaine ouverture.

Par contre, il y a des factions qui sont totalement hostiles à toute ouverture. Nous avons lancé un message. Quant à savoir si l'on pense que ces gens-là peuvent changer... J'espère qu'ils peuvent changer, mais nous savons que certains ne sont pas prêts à changer, quelles que soient les circonstances.

**M. Laurie Hawn:** Merci.

Je vais céder la parole à Mme Boucher.

[Français]

**Le président:** Vous disposez de trois minutes.

**Mme Sylvie Boucher (Beauport—Limoilou, PCC):** Vous avez parlé de cette conférence de haut niveau sur la situation en Afghanistan qui va se tenir le 12 juin prochain à Paris et qui va réunir la communauté internationale. J'ose espérer qu'on pourra alors voir les progrès accomplis jusqu'à maintenant et, possiblement, des plans pour l'avenir.

Pourriez-vous me dire ce que le gouvernement afghan attend de cette conférence? A-t-il des objectifs précis et ciblés pour l'avenir, de concert avec la communauté internationale?

• (1920)

**S.E. M. Omar Samad:** La Conférence internationale sur l'aide à la reconstruction en Afghanistan a eu lieu à Tokyo en 2002. La seconde conférence s'est tenue à Berlin en 2004, la troisième à Londres en 2006, et la quatrième va avoir lieu à Paris en juin prochain. Le but est de travailler ensemble en mettant à profit les leçons qu'on a apprises pendant les six dernières années. Ces leçons sont nombreuses et reconnues, que ce soit par les donateurs ou le gouvernement afghan. Nous connaissons les problèmes qui sont en jeu et nous voulons renforcer la coordination des Nations Unies ainsi que celle entre les donateurs et le gouvernement afghan. Nous voulons trouver des solutions réelles et pratiques aux problèmes.

Comme je l'ai dit, la Stratégie de développement national qu'on va présenter à Paris va expliquer en détail tout ce que nous voulons accomplir au cours des cinq prochaines années en Afghanistan en matière de sécurité et de développement socioéconomique. Nous voulons aussi aborder des sujets comme les drogues et les problèmes régionaux, entre autres, avec la communauté internationale. Je crois que ce sera une conférence très importante. Nous pensons que nos amis autour de la table réalisent tous qu'après six ou sept ans, il faut changer de direction dans le cas des situations où nous avons essuyé des échecs ou de celles où nous n'avons pas connu de réussite. C'est dans cette perspective que nous nous rendons à Paris.

[Traduction]

**Le président:** Merci beaucoup, monsieur l'ambassadeur.

Nous allons maintenant passer au deuxième tour, et je commencerai avec le Parti libéral.

Monsieur Wilfert, vous aviez une brève question, suivi de M. Dhaliwal.

**L'hon. Bryon Wilfert:** Merci, monsieur le président.

Ambassadeur, comme vous le savez, dans la résolution du 13 mars, nous avons déclaré que la mission doit changer, qu'elle doit dépasser le cadre strictement militaire. Nous avons mentionné le domaine de la formation. Cette position découle des observations des membres de la Commission Manley. À la page 17 de leur rapport, ils affirment qu'au chapitre du maintien de l'ordre, il est impératif de mettre l'accent sur la formation si l'on veut pouvoir faire la preuve que le gouvernement est en mesure d'« exercer une gouvernance responsable, honnête et efficace ». Pouvez-vous nous dire, à votre avis, quels sont les éléments nécessaires pour assurer un maintien de l'ordre efficace en Afghanistan, compte tenu que c'est sans doute là le pilier principal, mais celui qui est le moins efficace en ce moment?

Je vais partager mon temps de parole avec M. Dhaliwal.

**Le président:** Bien sûr.

Monsieur Dhaliwal.

**M. Sukh Dhaliwal (Newton—Delta-Nord, Lib.):** Merci, monsieur le président.

Votre Excellence, je vous félicite, ainsi que votre femme.

[*Le député parle en punjabi*] ... ici aussi.

Ma question est la suivante. Vous dites que vous essayez de juguler la corruption et d'instaurer la responsabilisation aux plus hauts échelons et parmi les gens associés au pouvoir. D'après toutes les nouvelles qui nous parviennent, les personnes corrompues sont précisément associées aux plus hauts échelons du régime.

Vous avez mentionné aussi que le pays avait connu une croissance à deux chiffres, mais que 10 p. 100 seulement des Afghans détiennent les leviers économiques. Faut-il comprendre que c'est seulement ce 10 p. 100 qui bénéficie de tout l'argent qui est acheminé dans le pays — l'aide internationale —, ou est-ce que 90 p. 100 des gens vivent sous le seuil de la pauvreté?

• (1925)

**S.E. M. Omar Samad:** Merci.

Vous avez tout à fait raison: la police est une composante essentielle de la sécurité globale des institutions et des efforts de reconstruction que nous avons entrepris. Malheureusement, pendant les trois ou quatre premières années de ces efforts, nous avons manqué de moyens pour faire du bon travail. L'approche mal ficelée que nous avons adoptée ne nous a pas permis de doter les forces policières de la capacité dont elles avaient besoin — les compétences, les connaissances, l'équipement, la logistique, etc. Qui plus est, les policiers n'étaient pas suffisamment rémunérés pour que cela les incite à rester honnêtes et à demeurer au service de la population.

Nous avons compris cela il y a environ deux ans. À l'heure actuelle, un réaménagement majeur est en cours puisque divers pays d'Europe, les États-Unis et le Canada ont engagé des milliards de dollars dans ce volet. Nous sommes donc en train d'apporter des changements.

J'espère que d'ici un an ou deux, nous verrons les résultats de ces changements. Tous les Afghans, du président au simple citoyen, et tous nos amis dans le monde sont aussi préoccupés que vous par ce problème, et nous faisons de notre mieux pour le régler. Je demeure optimiste, car dans l'exercice de ses fonctions, l'Armée nationale afghane connaît un succès relatif pour des raisons très claires. Il s'ensuit que nous pouvons faire auprès de la police le même travail que nous avons fait auprès de l'armée.

Tous les jours, je lis — et cela se produit tous les jours — que de nombreux jeunes policiers afghans ont été tués dans des attentats menés par les talibans. Je pense à leurs familles. Des milliers de jeunes policiers sont morts dans l'exercice de leurs fonctions. Je reconnais qu'il est facile de s'en prendre à eux et de les accuser d'être corrompus, incompetents, etc. Je pense que c'est une généralisation qu'il faut éviter. En effet, la police afghane a aussi fait preuve d'un grand courage et consenti d'énormes sacrifices. Il y a des milliers de familles endeuillées parce que leurs fils et, dans certains cas, leurs filles, sont morts.

**Le président:** Monsieur l'ambassadeur, nous devons passer au prochain intervenant.

**S.E. M. Omar Samad:** Je veux simplement dire que je crois avoir répondu à votre question dans une certaine mesure lorsque j'ai expliqué que nous n'avions pratiquement aucun contrôle sur la majeure partie de l'argent qui est versé au pays. Nous exerçons un contrôle, de concert avec la Banque mondiale et toutes les institutions financières internationales prestigieuses dont vous faites partie, sur la part de l'argent qui est acheminé au gouvernement afghan. L'argent de la corruption provient surtout du commerce des stupéfiants, de la vente d'armes et de diverses activités liées à la contrebande. Une partie de l'argent se retrouve dans les poches d'ONG qui mènent des activités frauduleuses. Je n'accuse pas toutes les ONG de se livrer à la fraude, mais certaines le font, et elles ont été fermées par notre gouvernement. Certains individus s'enrichissent aussi grâce à des salaires et des privilèges faramineux.

Voilà donc ce qui se passe. La situation est complexe. Les choses ne sont pas aussi simples que le rapportent parfois les journaux.

**Le président:** Merci beaucoup, monsieur l'ambassadeur.

Nous allons maintenant passer à M. Keddy.

**M. Gerald Keddy (South Shore—St. Margaret's, PCC):** Merci, monsieur le président.

Je vous remercie, monsieur l'ambassadeur, d'être venu comparaître ce soir. Je conviens que c'est rarement aussi simple qu'on le lit dans le journal.

Mais soyons sérieux. Pour continuer dans la même veine que M. Wilfert, au sujet de la formation de la police, il semble que la sécurité demeure un problème prépondérant en Afghanistan aujourd'hui. En l'absence de sécurité, ni le secteur agricole ni le secteur manufacturier ne peuvent prospérer, et les gens ne peuvent pas exercer leur métier.

La police est manifestement ciblée. Que peuvent faire l'Armée afghane et les alliés de l'Afghanistan pour mieux protéger les policiers? Je suppose que la solution passe par une formation plus poussée, et je crois savoir que c'est ce que l'on fait maintenant. Mais que peut-on faire pour protéger les jeunes recrues en début de carrière qui commencent à exercer leur métier de façon autonome?

• (1930)

**S.E. M. Omar Samad:** Merci.

Regardez la carte de l'Afghanistan aujourd'hui. On y voit manifestement une délimitation en constance évolution qui illustre ce qui se passe selon différentes perspectives. Mais la ceinture qui nous sépare des régions tribales du Pakistan est la région la plus insécure, la plus instable. C'est un fait. Le reste de l'Afghanistan est relativement stable et pacifique. La vie y suit son cours normal du point de vue du commerce, de l'éducation et du développement. Cette ceinture tribale, pour des raisons évidentes, nous cause des problèmes. D'une part, nous sommes victimes d'une infiltration et des activités transfrontières qui ont cours; d'autre part, des hommes, des armes et des munitions transitent par la région pour entrer en Afghanistan et les insurgés y trouvent des refuges sûrs où se replier. Il faut donc examiner la situation d'un point de vue très réaliste pour déterminer de quelle façon on pourrait modifier la dynamique existante.

S'agissant de la police et de la protection des policiers, l'un des échecs de mon gouvernement, de la communauté internationale et des pays donateurs a été de sous-financer la police pendant des années. Je songe particulièrement au fait qu'ils n'étaient pas équipés de l'instrument le plus fondamental de protection, soit une arme. Il est arrivé que des policiers afghans, à qui l'on demande de faire échec à des terroristes bardés d'armes en tous genres, qui commettent notamment des attentats-suicides et qui posent des bombes artisanales, n'aient pas suffisamment de munitions pour défendre leur poste. Un fort pourcentage des policiers afghans sont morts parce qu'ils n'avaient pas suffisamment de munitions ou qu'on leur avait fourni des armes désuètes, inadéquates ou défectueuses.

Nous avons un long chemin à parcourir et une lourde tâche à accomplir. Il faut vraiment réfléchir sérieusement à la façon de s'y prendre pour changer la situation. Comme je l'ai dit, des milliers de familles sont en deuil parce que leur fils n'a pas pu se défendre lorsqu'il a été attaqué.

Oubliez le salaire. Certains de ces policiers sont prêts à travailler pendant plusieurs mois sans être payés. Mais leur message est le suivant: « Si la communauté internationale ne me donne pas une arme fonctionnelle et des munitions pour me défendre, elle me cause du tort, elle cause du tort à mon pays et elle nuit à la réalisation de son objectif. » Ce sont des faits. Ce n'est pas une illusion.

**M. Gerald Keddy:** Ambassadeur, il ne nous reste pas beaucoup de temps, et je sais que mon collègue, M. MacKenzie, voudrait poser une brève question.

**Le président:** Soyez très bref, monsieur MacKenzie.

**M. Dave MacKenzie (Oxford, PCC):** Vous avez mentionné, monsieur l'ambassadeur, qu'un nombre considérable de gens qui étaient partis sont de retour au pays. En soi, c'est un grand succès, mais cela doit aussi vous créer un énorme problème d'un point de vue humanitaire. Comment réagissez-vous?

**S.E. M. Omar Samad:** C'est une responsabilité et une tâche gigantesques pour nous et pour les organisations humanitaires concernées, notamment les organisations onusiennes, l'UNHCR, et d'autres. Depuis 30 ans, l'Afghanistan a engendré la plus grande population de réfugiés dans le monde et, aujourd'hui, encore c'est le cas, même si cinq millions d'Afghans sont rentrés au pays.

Nous sommes maintenant aux prises avec un autre dilemme, soit la fermeture forcée des camps de réfugiés dans deux pays voisins. Nous avons des ententes avec l'UNHCR et les gouvernements du Pakistan et de l'Iran, où vivent la plupart de nos réfugiés, afin de faciliter le retour volontaire et honorable des Afghans chez eux — volontaire et honorable. Nous voyons des cas où ce retour est involontaire et loin d'être honorable alors qu'on force les Afghans à

revenir chez eux dans les pires conditions, y compris l'hiver dernier. Un grand nombre d'entre eux sont morts simplement parce qu'ils ont été chassés de leur maison. Leurs familles ignoraient ce qui était arrivé à leurs êtres chers. C'est un problème de taille pour le gouvernement afghan. Ce dossier est très délicat, car nos relations avec ces deux pays voisins sont très sensibles. Résultat, ce sont les réfugiés afghans qui souffrent.

Nous faisons de notre mieux pour donner à ceux qui rentrent en Afghanistan le minimum dont ils ont besoin pour commencer une nouvelle vie. Ils sont confrontés à la perspective du chômage, aux mines terrestres toujours enfouies dans le sol, aux villages rasés pendant l'occupation soviétique, à l'éparpillement des familles dont les membres se cherchent les uns les autres, etc. Si vous vous rendez dans certains coins de Kaboul, vous verrez des villages de tentes qui abritent les réfugiés, car ils sont sans logis; ils n'ont nulle part où aller. Je dois dire que d'une part, ils sont frustrés, ils vivent des moments très difficiles, mais d'autre part, ils sont aussi soulagés d'être de retour au pays. S'il y a une chose qui les préoccupe tous, c'est leur sécurité et celle de leurs enfants. Pourront-ils les envoyer à l'école sans crainte qu'ils soient victimes d'un attentat?

• (1935)

**Le président:** Merci beaucoup, monsieur l'ambassadeur.

[Français]

La dernière question, ce soir, va venir de M. Bachand.

**M. Claude Bachand (Saint-Jean, BQ):** Merci, monsieur le président.

Je veux d'abord souhaiter la bienvenue à M. l'ambassadeur.

Je vais vous parler comme à un ami. Je pense en effet que vous êtes un très bon ambassadeur pour l'Afghanistan. Les questions que je vais vous poser seront plutôt franches et directes. Nous avons recours à plusieurs sources d'information et en plus, des breffages nous sont souvent dispensés par le gouvernement. Par contre, nous allons aussi voir ailleurs. Il est important, je pense, qu'un bon député fasse appel à d'autres sources d'information, que ce soit *Le Monde diplomatique*, le Conseil de Senlis, Human Rights Watch ou Amnistie internationale.

Mon parti a toujours dénoncé la façon dont la mission canadienne en Afghanistan était structurée, c'est-à-dire autour de l'approche dite des 3D. Je ne vais pas me lancer dans ce débat étant donné qu'on a parlé presque à outrance de cette question. Ce à quoi je veux m'attaquer maintenant, c'est la gouvernance. J'ai trois questions à vous poser, et j'espère que vous ne les trouverez pas trop dures. Je pense qu'il est important pour nous de savoir de quoi il retourne.

J'ai souvent lu et entendu que l'autorité du président Karzaï se limitait exclusivement à Kaboul. Des gens parlent même de lui comme du maire de Kaboul, signifiant par là qu'il est incapable d'étendre son autorité ailleurs.

Ma deuxième question porte sur la présence d'éléments indésirables au sein du Parlement afghan. J'aimerais que vous nous disiez franchement si des barons de la drogue et des chefs de guerre ont été élus au Parlement afghan et pourquoi on les tolère. Est-ce une question d'amnistie ou s'agit-il d'un autre motif? Nous entendons régulièrement parler de cette situation.

Ma troisième question est assez délicate. Il s'agit du cas de Malalai Joya. On a l'impression qu'en tant que députée, cette femme a été expulsée du Parlement parce que le gouvernement au pouvoir avait beaucoup de difficulté à accepter la critique. Si c'était le cas ici, au Canada, je serais certainement un des premiers à être expulsé. Si ce qu'elle a dit était vrai, pourquoi le gouvernement réagit-il en refusant la critique, qui est un élément important de la démocratie?

● (1940)

**S.E. M. Omar Samad:** Je vais vous répondre franchement, comme un ami, mais si ça ne vous dérange pas, je vais le faire en anglais, de façon à mieux m'exprimer.

[Traduction]

Pour répondre à ces trois questions, le président Karzai a débuté comme leader provisoire. Il a supervisé la tenue de deux *loya jirga* en Afghanistan; il a supervisé le processus de la réforme constitutionnelle et l'adoption d'une constitution en Afghanistan. Il a mené le pays aux élections et il a été élu avec près de 54 p. 100 des voix par le peuple afghan. Plus de huit millions d'Afghans ont voté pour la première fois de leur vie. Son mandat de cinq ans viendra à échéance l'an prochain. À ce moment-là, il se tiendra de nouvelles élections en Afghanistan, du moins je l'espère. *Inshallah*.

Le président Karzai a d'abord été un chef provisoire, à une époque où l'Afghanistan était divisé, politiquement et militairement. Aujourd'hui, il y a une seule armée, mais il reste encore de petits groupes d'hommes armés que l'on est en train de désarmer; des milliers de membres de ces armées privées ont déjà rendu les armes.

Aujourd'hui, dans 34 provinces, il y a 34 gouverneurs choisis par le président. Nous avons des chefs de district, des chefs de police et les représentants de divers ministères dirigent les institutions dans la presque totalité des districts d'Afghanistan. De dire que c'est le maire de Kaboul ne correspond pas à la réalité. Aujourd'hui, son autorité est bien assise à l'échelle nationale, contrairement à la situation il y a six ans.

Son autorité est-elle contestée? Oui. Y a-t-il des gens qui tentent de le déstabiliser; oui. Est-il capable de mettre en oeuvre quoi que ce soit en Afghanistan, où que ce soit? Il l'est, parfois dans des conditions difficiles, parfois en négociant et en faisant des compromis d'ordre politique, comme cela se fait dans la plupart des démocraties et des parlements.

De ce point de vue, c'est la réponse courte que je peux vous donner.

En ce qui concerne la présence de seigneurs de guerre et de barons de la drogue au Parlement, notre pays vient de sortir de 30 ans de guerre. Des centaines de milliers de personnes ont été, d'une façon ou d'une autre, victimes ou membres des groupes armés qui ont livré bataille aux Soviétiques, aux Communistes, qui se sont entredéchirés, qui ont lutté contre les talibans, contre al-Qaïda. Au bout du compte, certains ont survécu et font maintenant partie du nouvel Afghanistan.

Notre choix est le suivant: nous pouvons continuer dans la même veine et livrer bataille à chacun d'entre eux au nom de quoi? De la réconciliation par la force et la violence? Ou nous pouvons dire que la tente est maintenant suffisamment grande pour accueillir tout le monde, y compris, comme je l'ai mentionné tout à l'heure, les prétendus talibans qui sont disposés à accepter l'ordre constitutionnel en Afghanistan et à rendre leurs armes.

Nous avons eu des choix à faire, et le peuple afghan a fait le choix d'accepter ces personnes, de traiter avec elles dans la nouvelle conjoncture en Afghanistan. Si certains de ces individus ont pris part

à des violations graves des droits de la personne ou à des massacres, cela ne veut pas dire qu'on ne leur demandera pas un jour de rendre compte de leurs actions. L'Afghanistan a mis en place un processus de justice transitionnelle qui est censé s'occuper de cette question.

Vous pouvez appeler quelqu'un un seigneur de guerre. Pour la plupart des Afghans, cette personne a peut-être été un combattant de la liberté, ou peu importe comment vous voulez les appeler. Les barons de la guerre, c'est une autre histoire. À mon avis, il faudrait interdire aux personnes impliquées dans le trafic de la drogue de briguer une charge publique et les traduire en justice. Tout individu ayant commis de façon soutenue des atteintes aux droits humains devrait être chassé du pouvoir et traîné devant les tribunaux. Quiconque contrevient aux lois de l'Afghanistan et aux lois internationales devrait faire face à la justice.

Malalai Joya est une femme afghane qui est sortie du rang au cours de la première *loya jirga*, et j'y étais. J'ai été témoin de ce qui s'est passé. Elle a pris la parole pour accuser certaines personnes présentes à la réunion d'être des seigneurs de guerre et d'avoir violé les droits de la personne. Elle est devenue célèbre et elle représente maintenant au Parlement une province de l'Ouest de l'Afghanistan. Je n'ai l'intention ni de la défendre ni de la critiquer.

● (1945)

Tout ce que je vous demande, ainsi qu'à ceux qui pensent connaître Malalai Joya, c'est d'étudier ses propos avec sérieux: que représente son message? Que veut-il dire, quelle en est l'origine? Que tente-t-il d'accomplir et, enfin, offre-t-il une solution aux milliers de problèmes de l'Afghanistan, ou essaie-t-il d'exacerber la situation et d'ajouter aux problèmes de l'Afghanistan? Tout ce que je vous demande, c'est d'étudier ses arguments. Je n'ai pas l'intention de me prononcer à son sujet au cours de la présente réunion. Je vous demande simplement d'être très honnêtes en évaluant son message et sa signification. Voyez s'il aide la cause afghane. Au bout du compte, laissez le peuple afghan, et non à quelqu'un de l'extérieur de l'Afghanistan, le soin de la juger.

**Le président:** Votre Excellence, je vous remercie sincèrement d'être venu comparaître devant nous ce soir. Je vous suis reconnaissant de nous avoir réservé du temps dans votre horaire, sans compter que c'est mercredi soir. Je vous remercie aussi du temps et des efforts que vous avez mis à rédiger votre déclaration liminaire. Merci aussi d'avoir répondu de façon franche et directe aux questions qui vous ont été posées par les députés du Parlement autour de cette table.

**S.E. M. Omar Samad:** Merci beaucoup de m'avoir donné l'occasion de le faire.

**Le président:** Je vais interrompre la séance pendant cinq minutes pour que vous ayez aussi la possibilité de remercier M. Samad de sa présence. Ensuite, nous passerons à huis clos car j'aimerais conclure la séance avec une discussion sur les travaux du comité.

**Mme Alexa McDonough:** Monsieur le président, j'invoque le Règlement. Je ne suis pas un membre régulier du comité, mais je crois savoir qu'à des séances précédentes, Mme Black avait été autorisée à poser une seconde et dernière brève question au nom du Nouveau Parti démocratique. Est-ce que je me trompe?

**Le président:** Non. Lors d'une séance précédente, nous avons établi une liste des partis et de l'ordre dans lequel ils poseraient des questions. Au deuxième tour, on alterne entre le Bloc et le NPD. Autrement dit, au premier tour, chaque parti peut poser une question. Au deuxième tour, étant donné que le Bloc a deux députés, il a préséance.

**Mme Alexa McDonough:** Je ne veux pas retarder les travaux du comité. J'avais simplement compris que ce n'était pas le cas.

**Le président:** Je peux en discuter avec vous après la séance, si vous voulez. Merci.

La séance est interrompue.

*[La séance se poursuit à huis clos.]*

---







**Publié en conformité de l'autorité du Président de la Chambre des communes**

**Published under the authority of the Speaker of the House of Commons**

**Aussi disponible sur le site Web du Parlement du Canada à l'adresse suivante :**

**Also available on the Parliament of Canada Web Site at the following address:**

**<http://www.parl.gc.ca>**

---

**Le Président de la Chambre des communes accorde, par la présente, l'autorisation de reproduire la totalité ou une partie de ce document à des fins éducatives et à des fins d'étude privée, de recherche, de critique, de compte rendu ou en vue d'en préparer un résumé de journal. Toute reproduction de ce document à des fins commerciales ou autres nécessite l'obtention au préalable d'une autorisation écrite du Président.**

**The Speaker of the House hereby grants permission to reproduce this document, in whole or in part, for use in schools and for other purposes such as private study, research, criticism, review or newspaper summary. Any commercial or other use or reproduction of this publication requires the express prior written authorization of the Speaker of the House of Commons.**